

# RONALD RUDIN

*Lauréat Trudeau 2011*

Université Concordia

## BIOGRAPHIE

Titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat de l'Université York, Ronald Rudin est professeur d'histoire à l'Université Concordia. Sa recherche porte sur l'histoire économique, sociale, intellectuelle et culturelle du Canada français. En tant qu'historien public, il cherche à communiquer ses découvertes à un public autre que le milieu universitaire. Auteur de six livres, il a également créé deux sites Web multimédias et produit deux films documentaires. Il dirige actuellement un projet qui vise à faire connaître des moments peu connus de l'histoire canadienne au grand public grâce à une série d'épisodes conçus pour la télévision.

Ses plus récents projets portent sur les questions liées aux Acadiens du Canada atlantique. Son livre *Remembering and Forgetting in Acadie: A Historian's Journey through Public Memory* (University of Toronto Press), écrit en 2009, auquel est associé le site Web (<http://rememberingacadie.concordia.ca/>), a remporté le prix littéraire 2010 du National Council on Public History et le premier prix en histoire publique de la Société historique du Canada en 2011. Il termine actuellement un projet sur la création du parc national Kouchibouguac au Nouveau-Brunswick, qui a forcé 260 familles à quitter leurs terres et provoqué une forte résistance des résidents expropriés tout au long des années 1970. Un livre sera publié prochainement, mais les témoignages de plus de 30 familles peuvent être vus et entendus à : <http://leretourdesvoix.ca/>

Membre de la Société royale du Canada depuis 2009, il a été directeur du Département d'histoire et lauréat d'un prix de recherche de l'Université Concordia.

Il a été nommé lauréat Trudeau en 2011.

## RÉSUMÉ

Cette conférence repose sur une simple proposition, à savoir que pratiquement tous ceux qui occupent un poste d'enseignant dans une université canadienne ont atteint cet échelon relativement élevé de la société grâce à un important soutien du public. Par conséquent, il paraît logique que les chercheurs facilitent au mieux l'accès aux connaissances qu'ils produisent à un public aussi large que possible. Dans ce plaidoyer pour le savoir ouvert, je m'appuie sur ma propre expérience pour montrer que les petits gestes peuvent faire la différence en expliquant d'abord de quelle façon j'utilise les médias numériques dans mon métier d'historien public, puis en parlant de mon soutien à l'adoption de politiques sur le libre accès dans mon université. Sans sacrifier la qualité de notre travail, ces petits pas peuvent nous faire parcourir un bon bout de chemin vers la destination finale, à savoir permettre à nos employeurs – le public – d'accéder aux recherches qu'ils soutiennent.

CONFÉRENCE

## « Pour le savoir ouvert »

Université du Manitoba

28 FÉVRIER 2013

### **Au service de l'État**

Durant la préparation de cette conférence, j'ai été encouragé par la Fondation Trudeau à donner un aperçu de ce qui m'inspire à faire ce que je fais. Ce qui suit n'est donc pas un exposé rigoureux de mes projets de recherche actuels (même si quelques fragments en émergeront), mais plutôt une explication de mon cheminement intellectuel, celui-là même qui a mené à mon engagement à rendre le plus accessible possible le savoir que nous construisons dans les milieux universitaires.

Cette conférence est basée sur une proposition simple : presque tous ceux qui occupent un poste en enseignement dans une université canadienne ont atteint cet échelon élevé de la société grâce à une aide publique considérable. Dans mon cas, les contribuables ont beaucoup payé pour ma formation (en subventionnant mes droits de scolarité), mes frais de subsistance (lorsque j'étais étudiant diplômé), mon salaire (comme professeur) et mes recherches (à l'aide de subventions provenant d'agences gouvernementales). Dans ce contexte, il paraît raisonnable que des chercheurs comme moi, qui suis financé généreusement et de diverses façons par les fonds publics, aient la responsabilité de rendre accessibles au plus grand

nombre possible les connaissances que nous produisons. Le titre de cette conférence est donc : « Pour le savoir ouvert ».

Plus précisément, cette conférence est bâtie autour de deux moyens utilisés dans mes tentatives de rendre public le savoir. Durant la première partie, je réfléchirai à mes propres efforts, dans mes activités d'historien, pour créer des outils qui mettent mes recherches à la disposition d'un public beaucoup plus vaste que celui du milieu universitaire. Dans la deuxième partie, il sera plutôt question de mon engagement envers le rôle proactif de Concordia au sein du mouvement qui vise à rendre la recherche universitaire accessible à tous (souvent appelé le libre accès).

Je ne me présente pas comme un pionnier du domaine de l'histoire publique ou du mouvement pour le libre accès, et mon objectif n'est pas de critiquer ceux qui ont emprunté un autre chemin pour diffuser leurs travaux. C'est pourquoi je ne parlerai que de mon propre parcours. Par contre, puisque j'agis un peu à titre de missionnaire, mon but est d'encourager ceux qui font partie des milieux universitaires à prendre quelques modestes mesures qui, si elles étaient adoptées à grande échelle, rendraient notre travail (accompli grâce au soutien du public) plus accessible à nos mécènes (les gens qui paient la facture).

## **Histoire publique**

Lorsque les gens me demandent ce que je fais, je leur réponds que je suis historien public.

Au cours des quarante dernières années, mes recherches ont porté presque exclusivement sur l'histoire du Canada français, plus précisément sur les Québécois au début, et plus récemment sur les Acadiens du Canada atlantique (sujet que j'aborderai plus tard). Par contre, depuis la fin des années 1990, je définis ce que je fais tant par mon propre engagement envers le public que par la période ou l'endroit sur lequel portent mes recherches. De fait, les deux cours que je donne actuellement sont conçus pour former de futurs historiens

publics, mais ces cours ne ciblent pas un sujet géographique ou temporel en particulier. Laissez-moi vous expliquer ce que font les historiens publics.

Il y a toujours eu des historiens qui ont senti le besoin de présenter leurs travaux de façon à ce qu'ils soient facilement accessibles au plus grand nombre de personnes possible. Dans le domaine de l'histoire du Canada, Pierre Berton est probablement l'un des meilleurs exemples. Toutefois, l'histoire publique représente bien plus que le simple effort d'écrire pour le grand public. C'est plutôt un domaine d'étude qui a vu le jour dans les dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle et qui tente de répondre de diverses façons à des questions qui relient le public au passé.

Certains historiens publics étudient les moyens d'aujourd'hui ou d'autrefois qui permettent au public de comprendre le passé. Parfois, ces moyens sont associés avec ce qu'on appelle souvent la mémoire publique, en ce sens que les sociétés acquièrent une compréhension commune de leur passé à l'aide d'outils comme des monuments publics, des spectacles, des défilés, des événements commémoratifs, des films et, plus récemment, Internet. Chacun de ces outils possède son propre langage, qui influence en retour la façon dont le passé est compris. Les historiens publics se sont intéressés aux motifs des dirigeants de la société, qui ont souvent utilisé ces outils pour créer un sens du passé leur permettant d'atteindre leurs objectifs<sup>1</sup>.

D'autres historiens publics sont allés au-delà de la simple étude des outils utilisés pour transmettre un sens du passé; ils ont créé leurs propres outils afin d'atteindre un public ne se limitant pas au seul milieu universitaire. De fait, les historiens publics participent à

1. La littérature sur la création de la mémoire publique est vaste, mais parmi les contributions indispensables à ce domaine on retrouve Pierre Nora, *Les lieux de mémoire* (Paris: Gallimard, 1997); Eric Hobsbawm et Terrence Ranger (dir.), *Invention of Tradition* (Cambridge: Cambridge University Press, 1983); et David Lowenthal, *The Past is a Foreign Country* (Cambridge: Cambridge University Press, 1983).

des activités telles que la production de documentaires, la création d'outils numériques (comme des sites Web et des applications pour téléphones intelligents) et l'organisation d'expositions muséales<sup>2</sup>. Ce faisant, les historiens publics travaillent souvent de pair avec les membres de la communauté élargie pour créer du savoir, souvent par des entrevues d'histoire orales. Dans ces circonstances, l'historien n'est pas « l'expert » et la personne interviewée n'est pas « le sujet ». L'historien fait plutôt partie de ce que Michael Frisch a nommé un exercice de « partage de l'autorité », une expression qui transmet bien l'esprit d'engagement du public qui est au cœur de l'histoire publique<sup>3</sup>. Au cours des dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle, l'histoire publique sous toutes ses formes a occupé une place importante au sein du milieu universitaire ; l'émergence d'une revue spécialisée (*The Public Historian*) en 1978, d'une organisation professionnelle (*National Council on Public History*) en 1980 et de programmes d'histoire publique dans de nombreuses universités le démontre bien<sup>4</sup>. Tout cela n'est pas le fruit du hasard, mais résulte plutôt d'une réaction à une crise existentielle vécue par la profession d'historiens ; une crise qui a beaucoup influencé mon propre cheminement vers l'histoire publique.

Pour comprendre ce malaise, il est nécessaire de retourner aux origines de la profession d'historiens autonome qui apparaît dans la plupart des pays occidentaux à la fin du xix<sup>e</sup> et au début

2. Les historiens publics ont peu réfléchi aux outils qu'ils ont créés, à l'exception de Daniel Cohen et Roy Rosenzweig dans *Digital History: A Guide to Gathering, Preserving and Presenting the Past on the Web* (Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2006).

3. Michael Frisch, *A Shared Authority: Essays on the Craft and Meaning of Oral and Public History* (Albany: State University of New York Press, 1990).

4. J'ai récemment donné une conférence à l'Université de Ball State en Indiana à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de son programme d'histoire publique. Le directeur de ce programme créé en 1987 affirmait que le programme d'histoire publique de Ball State avait été le premier, ou l'un des premiers, aux États-Unis.

du xx<sup>e</sup> siècle. Depuis ses débuts jusqu'aux années 1960, l'histoire est devenue une discipline qui, pour le meilleur ou pour le pire, était étroitement liée à la littérature. Les historiens écrivaient de façon à rendre leur travail accessible non seulement à leurs collègues, mais aussi aux personnes instruites qui n'appartenaient pas au milieu universitaire. Ils s'enorgueillissaient d'être d'habiles communicateurs (même s'il y avait assurément des exceptions) et se réjouissaient de jouer un rôle important dans les débats publics à propos de l'actualité<sup>5</sup>.

Par contre, tout n'allait pas si bien. Les historiens des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale constituaient un groupe assez homogène d'hommes blancs souvent issus de milieux privilégiés. Leurs recherches portaient sur un nombre plutôt restreint de sujets, et en ce qui a trait à l'histoire du Canada, leur travail était particulièrement tourné vers l'écriture de biographies politiques. Donc, au début des années 1970, lorsque j'étais étudiant au doctorat, une grande partie de ce qu'on me demandait de lire à propos de l'histoire du Canada portait sur la vie de grands hommes. Tout a changé avec l'expansion rapide des universités au Canada et dans l'ensemble du monde atlantique, car cela a entraîné une diversification importante de la population étudiante, puis du corps professoral. Je crois que je me suis identifié à ce phénomène puisque j'ai été le premier de ma famille à entreprendre des études universitaires, sans parler des études aux cycles supérieurs.

5. L'histoire de la profession d'historien a été analysée dans divers contextes nationaux. Le contexte américain est superbement expliqué dans Peter Novick, *That Noble Dream: The 'Objectivity Question' and the American Historical Profession* (Cambridge: Cambridge University Press, 1988). L'histoire canadienne-anglaise a été racontée par Carl Berger dans *The Writing of Canadian History* (Toronto: University of Toronto Press, 1976) et par Donald Wright, *The Professionalization of History in English Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 2005). De plus, j'ai décrit l'écriture de l'histoire professionnelle du Québec francophone dans *Faire de l'histoire au Québec* (Montréal: Septentrion, 1998).

Lorsque les «étrangers» comme moi sont arrivés à l'université, ils ne souhaitent plus étudier la vie des gens privilégiés. Ils voulaient inclure dans le portrait des groupes qui n'avaient pas jusqu'alors été considérés comme dignes d'être étudiés, par exemple les femmes, les membres des Premières Nations, les immigrants, les ouvriers. Bref, c'était le début d'une étude de l'histoire qui mettait l'accent sur l'aspect social.

Cette révolution dans l'écriture de l'histoire ne se manifestait pas seulement dans le contenu, mais aussi dans la méthodologie, puisque les historiens se voyaient de plus en plus, à cause de leur nouvel intérêt pour l'histoire sociale, comme des chercheurs en sciences sociales qui n'étaient plus liés d'aussi près au domaine des lettres. Les historiens ont été entraînés dans un processus encore plus vaste qui s'est étendu à une grande variété de disciplines et où les chercheurs se sont inspirés du travail de tout scientifique objectif, qui, et c'est ce qui le caractérise, doit prendre une certaine distance par rapport aux sujets dont il traite et au grand public<sup>6</sup>.

Dans le cadre de ce processus, j'ai été encouragé durant mes études supérieures à me servir (aidé par la technologie informatique qui en était à ses débuts) de sources qui n'avaient jamais vraiment été utilisées pour comprendre le comportement des Québécois dans le monde des affaires. Mon premier livre, *Banking en français*, cherchait à découvrir s'il est possible de faire une distinction (compte tenu de la majorité des écrits concernant leurs échecs en affaires) entre les francophones et leurs homologues anglophones après avoir vérifié plusieurs variables, comme les fonds dont ils disposaient<sup>7</sup>.

C'était un projet typique de la fin des années 1970 et du début des années 1980, écrit selon le point de vue du chercheur en sciences sociales qui fait preuve de détachement. Je suis heureux que *Banking*

6. Ce point était au cœur de *That Noble Dream* de Novick. J'ai décrit ce processus au Québec dans *Faire de l'histoire au Québec* (1998).

7. *Banking en français: les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925* (Montréal: Boréal Express, 1988).

en français ait permis de changer notre vision de la place des Québécois dans le monde des affaires et je crois que ce livre a apporté une importante contribution à un moment où les Québécois débattaient de leur place au sein du Canada. Par contre, la façon dont il a été écrit restreint la probabilité qu'il ait été lu par d'autres que des universitaires. Bien sûr, mes collègues des universités canadiennes transmettaient ce genre de trouvailles aux étudiants de premier cycle qui assistaient à leurs cours, mais on ne peut nier que le nombre de personnes intéressées par nos travaux diminuait. Les historiens écrivaient de plus en plus pour eux seuls et ce faisant, ils se sont retirés de la place publique et ont cessé d'être perçus comme les gens à qui l'on s'adresse pour obtenir des commentaires sur les affaires publiques.

Vers la fin du xx<sup>e</sup> siècle, il était évident que le public était toujours aussi intéressé par l'histoire, comme en témoignait l'audience pour les chaînes à caractère historique (comme « Historia »), l'affluence lors des expositions historiques dans les musées et le tourisme dans les lieux historiques<sup>8</sup>. Par contre, les historiens du milieu universitaire étaient largement coupés de ces phénomènes, embourbés qu'ils étaient dans une période d'introspection, se demandant si l'objectivité qu'ils avaient tant prisée pendant des décennies était vraiment possible étant donné la nature inévitablement insaisissable de toute forme de connaissance du passé. En conséquence, à partir des années 1990, les historiens, qui s'étaient retirés du public à la recherche de leur véritable mission, sont entrés dans une période d'intense réflexion sur l'avenir de leur profession. Des cours complets pourraient être donnés en utilisant les livres produits durant cette période d'introspection<sup>9</sup>.

8. Eric Foner, *Who Owns History?: Rethinking the Past in a Changing World* (New York: Hill and Wang, 2002), ix-x.

9. Cette liste est longue, mais pour commencer, lisez Hayden White, *The Content of the Form: Narrative Discourse and Historical Representation* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1987) et Joyce Appleby, Lynn Hunt et Margaret Jacob, *Telling the Truth About History* (New York: Norton, 1994).

La direction prise par la profession d'historien a suscité différentes réactions. Certains auraient souhaité que l'histoire sociale n'ait jamais existé et qu'on puisse revenir au « bon vieux temps », à l'époque où les historiens écrivaient sur les grands hommes. Au Canada, J. L. Granatstein a été l'un des plus ardents défenseurs de cette position. Il est l'auteur de *Who Killed Canadian History?*, publié en 1998, dans lequel il s'élève contre les historiens, coupables d'avoir produit « des livres illisibles portant sur des sujets trop pointus<sup>10</sup> ». Pour être juste envers Granatstein, il faut avouer que beaucoup d'écrits historiques étaient en effet devenus impossibles à lire puisque la structure de récompense en place valorisait d'abord la communication entre collègues et très peu la communication avec le grand public. Cependant, le fait que Granatstein se concentrait sur l'élite suggère qu'il n'était pas particulièrement intéressé par l'étude du grand public. Il avait l'habitude de se moquer des chercheurs de l'histoire des femmes (et des historiens sociaux en général), dont il estimait que le travail se résumait à l'étude des « problèmes de genou des femmes de ménage ». Il était peut-être intéressé par le public en tant qu'entité abstraite susceptible d'acheter plus de livres sur les riches, mais il n'a montré aucune réelle intention d'entrer en relation avec les « 99 % » (pour faire allusion au mouvement Occupy)<sup>11</sup>.

Toutefois, une réponse constructive à la « crise » qui touchait l'histoire a également émergé, et c'est elle qui nous mène à l'histoire publique. En 1998, année de parution du livre de Granatstein, Roy Rosenzweig et David Thelen ont publié *The Presence of the Past*, un livre qui a littéralement changé ma vie en m'entraînant

10. J. L. Granatstein, *Who Killed Canadian History?* (Toronto: Harper-Collins, 1998), 140.

11. J. L. Granatstein a originalement fait ce commentaire méprisant dans: Christopher Moore, « The Organized Man », *The Beaver*, vol. 71 (avril-mai 1991), 59.

vers l'histoire publique<sup>12</sup>. Plutôt que de traiter le public comme une entité abstraite ne valant pas la peine d'être étudiée, les auteurs ont effectué un sondage auprès de 1 500 Américains choisis au hasard. Ils ont communiqué avec ces derniers par téléphone pour effectuer de longues entrevues à propos de leur engagement envers le passé. Les résultats ont été très intéressants à lire et ont entraîné des études similaires dans d'autres pays, y compris au Canada<sup>13</sup>. Essentiellement, Rosenzweig et Thelen ont constaté que presque tous les Américains s'intéressaient au passé, d'une manière ou d'une autre, ce qui infirmait l'idée que les historiens avaient perdu leur influence à cause du désintérêt de la population pour le sujet.

Ils ont probablement fait leur plus intéressante trouvaille lorsqu'ils ont demandé aux Américains quelles activités les reliaient au passé. Les activités qui revenaient le plus souvent dans la liste étaient celles que l'Américain moyen entreprenait sans l'intermédiaire d'un professionnel, quel qu'il soit : rassembler des photos, travailler sur l'arbre généalogique de sa famille ou tenir un journal. En identifiant ces personnes comme des « façonneurs d'histoire populaire », Rosenzweig et Thelen leur ont donné le moyen de comprendre le passé par eux-mêmes. En plus de ces activités, il y avait aussi un large éventail de formes d'engagement, peut-être un peu plus prévisibles, touchant les musées, les films et même des livres écrits par des historiens. L'étude a ensuite montré en quels types d'engagement les gens ordinaires avaient le plus « confiance » : les musées ont eu de bons résultats, mais on ne peut en dire autant des professeurs d'histoire,

12. Roy Rosenzweig et David Thelen, *The Presence of the Past: Popular Uses of History in American Life* (New York : Columbia University Press, 1998).

13. La version canadienne de l'approche Rosenzweig-Thelen se nomme *Les Canadiens et leurs passés*, projet mené par Jocelyn Létourneau et disponible à l'adresse suivante : <http://www.canadiansandtheirpasts.ca> Le projet australien est décrit dans le livre de Paul Ashton et Paula Hamilton, *History at the Crossroads: Australians and the Past* (Sydney : Halstead Press, 2007).

et je crois que vous comprenez où je veux en venir. Si les historiens se sentaient marginalisés par le grand public, ce n'était pas à cause de son manque d'intérêt pour le passé.

Que faire avec ces résultats? C'est ici que les historiens publics ont trouvé leur place. Certains d'entre eux ont cherché à satisfaire la demande pour les connaissances historiques en élaborant de nouveaux outils qui seraient facilement accessibles au public, particulièrement avec l'accès croissant à Internet à la fin des années 1990, lorsque Rosenzweig et Thelen publiaient leur livre. Rosenzweig lui-même a choisi cette voie en fondant le *Center for History and New Media* à l'Université George Mason, une figure de proue dans le domaine de l'histoire publique depuis près de 20 ans<sup>14</sup>.

J'ai également choisi cette route, mais j'ai mis un moment avant d'y arriver. Laissez-moi vous raconter mon cheminement vers l'histoire publique. Au début des années 1990, je travaillais à un livre portant sur l'écriture historique dans le Québec du xx<sup>e</sup> siècle, faisant par le fait même l'analyse des processus que j'ai décrits plus tôt, c'est-à-dire le mouvement des historiens d'abord engagés dans les affaires publiques, mais qui ont fini par devenir des technocrates convaincus de l'objectivité de leur travail. Mon livre *Faire de l'histoire au Québec* a été publié en 1997, alors que, à peu près au même moment, Granatstein se lamentait, et Rosenzweig et Thelen publiaient les résultats de leur sondage. J'ai donc écrit le livre au milieu de cette période d'intense réflexion parmi les historiens.

Finalement, après avoir achevé mon livre, j'ai pris du recul par rapport aux historiens que j'avais étudiés pour réfléchir aux différents moyens qui permettent au public d'apprendre sur le passé. Rosenzweig et Thelen s'intéressaient aux outils offerts à notre époque, mais de mon côté, j'ai décidé d'examiner les outils offerts autrefois; un exercice classique d'histoire publique. Cette démarche

14. Disponible à : <http://chnm.gmu.edu>. Après la mort de Roy Rosenzweig en 2007, son nom a été greffé à celui du centre.

a donné naissance à mon livre *L'histoire dans les rues de Québec*, dans lequel j'ai examiné certains des outils utilisés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle pour transmettre au public l'histoire des deux « pères fondateurs » du Québec. Samuel de Champlain occupe une place privilégiée dans la culture québécoise en tant que fondateur de la ville de Québec, alors que Mgr François de Laval tient un rôle similaire en tant que premier évêque du Québec. En d'autres mots, Champlain était le père laïc et Laval, le père religieux<sup>15</sup>.

J'ai étudié comment les histoires de ces deux personnages avaient été maintenues en vie dans l'esprit du public à l'aide d'outils qui vont de la mise en scène de défilés publics à la construction de monuments. Toutefois, le plus important événement ayant permis aux gens de connaître l'histoire de ces deux personnages a été le tricentenaire de la ville de Québec en 1908. En effet, ce fut de loin le plus grand événement commémoratif au Canada avant Expo 67<sup>16</sup>. Les spectacles historiques mis en scène durant l'été 1908, dans un amphithéâtre spécialement construit sur les plaines d'Abraham, ont été l'outil le plus important pour raconter des histoires qui s'étaient déroulées dans le passé. Le public participait à ces spectacles de différentes façons : certains remplissaient les gradins, d'autres, recrutés dans la population, interprétaient les personnages de la pièce, d'autres encore, innombrables bénévoles, ont cousu les costumes et fourni les repas à des milliers d'acteurs.

L'étude de ces spectacles m'a beaucoup plu, particulièrement ces histoires qui étaient racontées. À un certain moment, j'ai commencé à me demander ce que je ressentirais si j'étais témoin de la création d'un important événement commémoratif pour ensuite assister à sa présentation. Je souhaitais comprendre la motivation des

15. *L'histoire dans les rues de Québec : La célébration de Champlain et de Mgr de Laval* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2005).

16. L'histoire du tricentenaire de 1908 est aussi racontée par H. V. Nelles dans *L'Histoire spectacle. Le cas du tricentenaire de Québec* (Montréal : Boréal, 2003).

gens (et non des historiens professionnels) qui voulaient raconter en public une histoire à propos du passé, et je désirais assister à la représentation plutôt que d'avoir à juger de ce genre d'événements à partir de photos.

L'occasion de le faire s'est présentée lorsque j'ai appris qu'on planifiait une série d'événements commémoratifs afin de souligner le 400<sup>e</sup> anniversaire (en 2004) de l'établissement de la première colonie française permanente en Amérique du Nord sur l'île Sainte-Croix en 1604, soit quatre ans avant la fondation de la ville de Québec. L'histoire en est assez simple: une expédition française comptant 79 membres (dont Champlain, présent en tant que cartographe) est arrivée à l'été 1604 et le groupe a décidé, en dépit des conseils des Autochtones locaux (la Première Nation Passamaquoddy), de s'établir sur une île, soit l'île Sainte-Croix, qui se situe sur l'actuelle frontière entre le Nouveau-Brunswick et le Maine. L'hiver 1604-1605 a été rude et la moitié des Français sont morts malgré l'aide des Passamaquoddy. Lorsque le printemps 1605 est arrivé, les survivants se sont déplacés pour s'établir de façon durable sur le territoire de ce qu'on appelle aujourd'hui la Nouvelle-Écosse afin de former les bases de la colonie française d'Acadie<sup>17</sup>.

Même si l'aventure de l'île Sainte-Croix en 1604 s'est soldée par un échec, j'ai tout de suite compris que c'était le genre d'occasion que je recherchais, car trois groupes différents jugeaient nécessaire de raconter cette histoire au public. J'ai découvert que certains Acadiens plaçaient la saga de l'île Sainte-Croix au cœur de l'histoire de leur nation, au même titre que la fondation de la ville de Québec pour les Québécois. Mais les Acadiens n'avaient pas vécu dans la région pendant des siècles (surtout après la déportation au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle), et les gens qui y vivent aujourd'hui sont

17. Je raconte cette histoire de manière plus exhaustive dans *Remembering and Forgetting in Acadie: A Historian's Journey through Public Memory* (Toronto: University of Toronto Press, 2009).

anglophones, dont certains ont vu le 400<sup>e</sup> anniversaire de l'aventure de l'île Sainte-Croix comme une occasion d'attirer des touristes. Il y avait également la Première Nation des Passamaquoddy, dont le territoire est aujourd'hui à cheval sur la frontière et qui est reconnue par les États-Unis, mais que le gouvernement canadien s'obstine à ignorer. Lors de cet anniversaire, les Passamaquoddy ont saisi l'occasion de raconter leur histoire et de poursuivre leurs efforts en vue d'être reconnus par le Canada.

La richesse de cette histoire m'a permis d'observer les gens ordinaires s'intéresser au passé. Mais à partir du moment où je me suis engagé dans cette voie, je me suis dit que je manquerais l'occasion de raconter cette histoire au grand public si je n'explorais pas les possibilités offertes par les médias autres que les textes imprimés. Il me fallait tenir compte notamment du développement rapide d'Internet à la fin du xx<sup>e</sup> et au début du xxi<sup>e</sup> siècle et de la diminution rapide des coûts associés au développement des technologies numériques. En d'autres termes, j'ai commencé par étudier la façon dont le public entre en relation avec le passé, puis j'ai entrepris de créer des outils qui portent sur le passé et qui soient accessibles à un large public.

Ce projet a mené à la publication du livre *Remembering and Forgetting in Acadie*, mais il a également donné naissance à un site Web qui accompagne le livre et qui comprend une grande variété de photos (tirées des précédents anniversaires de l'aventure de l'île Sainte-Croix et des événements organisés en 2004) ainsi que des entrevues filmées avec des membres des trois groupes dans le cadre du 400<sup>e</sup> anniversaire (les Acadiens, les anglophones de la région et les membres de la Première Nation des Passamaquoddy). Des parties de ces entrevues ont été reprises dans un documentaire appelé *Life After Île Ste-Croix*, que j'ai produit et qui a été réalisé par Leo Arsitimuño, mon collègue à l'Université Concordia à l'époque<sup>18</sup>.

18. Disponible à : <http://rememberingacadie.concordia.ca>; *Life After Île Ste-Croix* (Montréal : Office national du film du Canada, 2006).

Le travail de production du film avec Leo Arsitimuno m'a permis de démystifier le processus consistant à présenter le passé à l'aide de médias différents et m'a montré qu'il est possible pour les gens comme moi (c'est-à-dire les chercheurs universitaires) de raconter des histoires différemment et par des moyens accessibles au grand public. Leo m'a appris de nombreuses astuces qui nous ont permis de respecter notre budget et nous avons grandement profité de la réduction spectaculaire des prix des caméras de haute qualité et des logiciels de montage professionnels – produits aujourd'hui accessibles à un grand nombre de consommateurs.

Ayant pris goût à raconter des histoires autrement que dans des livres, j'ai décidé de produire un deuxième film, *Remembering a Memory/Mémoire d'un souvenir* (produit en 2010 en collaboration avec Robert McMahon du Musée royal de l'Ontario), qui traitait d'histoire publique à différents niveaux. Ce film porte sur une grande croix commémorative érigée en 1909 sur Grosse-Île, une île du fleuve Saint-Laurent juste à l'est de la ville de Québec. Dans les années 1840, Grosse-Île était un poste de quarantaine où 5 000 immigrants irlandais fuyant la famine de la pomme de terre des années 1840 ont trouvé la mort, ce qui en fait l'emplacement du plus grand cimetière dédié à la famine hors d'Irlande. Le film s'intéresse à la construction de la croix (un moment d'histoire publique en soi) et aux histoires qui ont été racontées lors de son inauguration. Nous avons ensuite assisté au 100<sup>e</sup> anniversaire de la croix en 2009 pour voir comment les histoires avaient changé – et le changement était considérable. Le film, accessible au public sur Internet, a été produit avec moins de 15 000 \$, ce qui a renforcé en moi l'idée que les historiens n'ont pas besoin de subventions importantes (même si c'est utile) pour partager leurs histoires avec le public, mais plutôt d'un mélange de persistance et d'imagination<sup>19</sup>.

19. Disponible à : <http://rememberingamemory.concordia.ca>; et à <http://memoiredunsouvenir.concordia.ca>

Grâce au soutien généreux de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, je travaille actuellement à deux autres projets de film, dont un est presque terminé au moment de préparer cette conférence. Le projet de vidéo et de site Web *Le retour des voix au parc national Kouchibouguac* est né de mon intérêt pour la manière dont les Acadiens se sont remémoré leur passé<sup>20</sup>. Ce projet examine les histoires inspirées par la création d'un parc national le long de la côte est du Nouveau-Brunswick vers la fin des années 1960 et le début des années 1970. À l'époque, la création d'un parc nécessitait le déplacement de la population locale parce que les responsables jugeaient que la nature ne pouvait être montrée aux visiteurs si elle n'était pas vierge de toute présence humaine. Dans le cas présent, plus de 1 200 personnes ont été expropriées. Comme la majorité des résidents étaient des Acadiens, ils n'ont pas du tout apprécié ce que certains ont appelé «une deuxième déportation». Le projet de Kouchibouguac a donc fait face à une levée de boucliers et le chef du mouvement de protestation, Jackie Vautour, est finalement retourné habiter sur ses terres, qu'il squatte depuis plus de 30 ans<sup>21</sup>.

La plupart des gens, par contre, sont partis calmement et leurs histoires ont rarement été racontées. Le site Web a donc été conçu pour relater de nombreux récits et ainsi redonner une voix à plus de vingt familles expropriées de leurs terres. Les visiteurs du site Web peuvent consulter une carte interactive qui montre la région avant la création du parc et cliquer sur les différentes propriétés pour entendre les histoires qui y sont rattachées. Le site Web est conçu de manière à s'afficher différemment selon qu'on le consulte à partir

20. Disponible à : <http://returningthevoices.ca> et à <http://leretourdesvoix.ca>

21. Pour un portrait plus complet de la création du parc national Kouchibouguac et de sa place dans la culture acadienne, voir mon essai «Kouchibouguac: Representations of a Park in Acadian Popular Culture», dans Claire Campbell (dir.), *A Century of Parks Canada* (University of Calgary Press, 2011), 205-233; également disponible à Spectrum Research Repository à [spectrum.library.concordia.ca/7352](http://spectrum.library.concordia.ca/7352)

d'un ordinateur ou d'un téléphone intelligent ou d'une tablette. Dans le dernier cas, les visiteurs du parc auront accès à une carte qui les mènera à l'emplacement exact des résidences des habitants au moment d'entendre leurs histoires. Ainsi, le projet permet de relier un peu plus directement les voix des résidents à leurs terres.

J'ai pensé conclure cet aperçu de ma carrière d'historien public en présentant brièvement un autre projet financé par le prix de recherche qui m'a été offert par la Fondation Trudeau et qui est en cours de réalisation. L'objectif à long terme du projet *Lost Stories/Histoires retrouvées* est de créer une série télévisée dont chaque épisode de trente minutes permettra aux téléspectateurs d'entendre quelqu'un raconter un moment peu connu de l'histoire canadienne et rattachée à un emplacement géographique. Plus précisément, on pourra voir la personne transmettre l'histoire à un artiste, qui aura pour mission de créer une œuvre commémorative à faible coût, qu'on verra installée sur le site historique à la fin de l'épisode. J'estime que cette démarche constitue une occasion de montrer que l'histoire présentée au public n'a pas été façonnée par le hasard. Des décisions doivent être prises et une histoire doit être choisie.

Mon équipe et moi travaillons actuellement à la conception d'un épisode pilote pour la série. Au cours de l'été 2012, nous avons donc sollicité des histoires rattachées à Montréal, où nous sommes basés et où l'épisode pilote sera tourné. Un merveilleux conteur nous a fait découvrir l'histoire de Thomas Widd, un enseignant sourd qui travaillait auprès des personnes sourdes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui a fondé une école à Montréal. On a finalement donné à cette école, qui existe toujours, le nom d'un riche Montréalais qui avait financé la construction et c'est ainsi que l'histoire de Thomas Widd a été oubliée. Une artiste travaille actuellement à la conception d'une œuvre commémorative dans son atelier et le tournage de l'épisode est en cours. Je ne peux qu'espérer que cette série verra le jour.

Si les universités offrent la permanence à ses professeurs, c'est, du moins en partie, pour qu'ils puissent utiliser leur imagination

sans s'inquiéter des conséquences si les choses ne se produisaient pas comme prévu. Comme la notion de sécurité d'emploi est en voie de disparition à peu près partout, les professeurs avec permanence constituent une cible de choix pour les critiques, qui nous perçoivent comme des personnes choyées et enfermées dans leurs tours d'ivoire. Alors, pourquoi ne pas utiliser la liberté que nous offre cette permanence pour parler ouvertement à ceux qui nous soutiennent financièrement ?

### **Libre accès**

Je n'ai pas cherché l'histoire publique, c'est elle qui m'a trouvé. Dans le même ordre d'idées, c'est également ce qui s'est produit avec l'autre activité dans laquelle je me suis investi afin de fournir aux gens un accès facile aux connaissances dont ils financent la production.

En vérité, au moment même où j'ai commencé à réfléchir aux liens qui unissent les historiens et le grand public, à la fin des années 1990, un changement significatif était en train de se produire dans la façon dont le savoir accumulé dans les universités était diffusé. Il y a vingt ans, l'outil le plus communément utilisé pour partager l'information était l'article de revue. On pouvait se le procurer sans difficulté dans les bibliothèques, des endroits facilement accessibles aux chercheurs et au grand public. Ensuite est apparu Internet, qui offrait la possibilité de publier le même contenu en ligne. Cette technologie était censée libérer l'information et en faciliter l'accès.

Avant l'avènement des technologies numériques, les bibliothèques universitaires achetaient les revues directement des éditeurs, parfois à des prix élevés. Par conséquent, l'émergence des technologies numériques promettait de diminuer les coûts d'accès au savoir, puisque les dépenses liées à la production et à la distribution des revues papier avaient été éliminées. Toutefois, les choses ne se sont pas passées ainsi.

À la fin des années 1990, de nouvelles entreprises ont commencé à rendre le savoir publié dans les revues disponibles en format

numérique. Certaines de ces entreprises, telles que JSTOR, sont des entreprises à but non lucratif, alors que d'autres, comme Elsevier et EBSCO, ont pour mission d'enrichir leurs actionnaires. Cette distinction est importante, car la grande majorité du travail investi dans la création du contenu d'une revue est fournie gratuitement par les membres du milieu universitaire. Comme le savent fort probablement la plupart des lecteurs, ni les auteurs des articles, ni les critiques de ces articles (qui aident à décider si un article sera publié ou non), ni les membres des comités éditoriaux responsables de gérer la publication des revues ne sont rémunérés pour leur travail. Avant l'ère numérique, ce système de main-d'œuvre gratuite avait du sens. Les personnes telles que moi étaient payées par les universités et nous considérions qu'il faisait partie de notre travail de rendre service à l'ensemble du milieu universitaire. Personne ne réalisait de profits dans le cadre de ce qui était essentiellement considéré comme une forme de production artisanale. Cependant, sous le nouveau modèle, certaines entreprises ont commencé à engranger des profits, une pratique qui a mené à la décision largement publicisée d'un groupe d'éminents mathématiciens de boycotter les revues publiées par Elsevier<sup>22</sup>.

Indépendamment de leur volonté de faire du profit, les fournisseurs de contenu sont tout de même engagés dans un processus ayant pour effet d'ériger des barrières qui empêchent une bonne partie du public d'avoir accès au savoir qu'il a pourtant aidé à créer grâce aux taxes qu'il a payées. En général, ces compagnies regroupent des revues et offrent l'ensemble aux bibliothèques, qui se voient souvent dans l'impossibilité d'acquérir une revue en particulier. Ce faisant, les bibliothèques voient leurs budgets d'acquisition mis à rude épreuve, et certaines d'entre elles sont tout simplement incapables de

22. La déclaration visant Elsevier peut être lue à l'adresse suivante: <http://thecostofknowledge.com>

se procurer quelque publication que ce soit, un problème particulièrement criant dans les pays en voie de développement.

Quand les bibliothèques peuvent payer la note, seuls les utilisateurs connectés à l'institution inscrite peuvent accéder au contenu qui pourrait les intéresser. Pour ce faire, il faut généralement posséder une carte d'identité de l'université. Mais que se passe-t-il lorsque quelqu'un qui ne connaît pas la situation tente d'accéder au contenu publié par un fournisseur tel que JSTOR? L'expérience de la mère d'un enfant autiste qui a essayé de trouver des articles concernant la maladie de son enfant est révélatrice. Comme l'a dit Laura McKenna, « je ne pouvais pas accéder aux 200 premiers articles qui contenaient le mot "autisme". Généralement, seules les personnes munies d'une carte d'identité de l'université en question peuvent lire les articles des revues universitaires. Toutes les autres, incluant les journalistes, les chercheurs non affiliés, les groupes de réflexion et les personnes curieuses doivent déboursier un montant considérable pour chaque article, dans les cas où ils sont effectivement disponibles »<sup>23</sup>. L'expérience de M<sup>me</sup> McKenna est loin d'être unique: le *Chronicle of Higher Education* a conclu que dans une année moyenne, environ 150 millions de demandes d'accès aux articles de JSTOR sont rejetées<sup>24</sup>.

Signe de l'absurdité de la situation, un nombre croissant de personnes au sein du milieu universitaire se sont tournées vers le « libre accès »<sup>25</sup> au cours de la dernière décennie. Il fallait trouver le moyen

23. Laura McKenna, « Locked in the Ivory Tower: Why JSTOR Imprisons Academic Research », *The Atlantic*, 20 janvier 2012, disponible à : <http://www.theatlantic.com/business/archive/2012/01/locked-in-the-ivory-tower-why-jstor-imprisons-academic-research/251649>

24. Jennifer Howard, « JSTOR Tests Free, Read-Only Access to Some Articles », *Chronicle of Higher Education*, 13 janvier 2012, disponible à : <http://chronicle.com/blogs/wiredcampus/jstor-tests-free-read-only-access-to-some-articles/34908>

25. Il existe une vaste littérature (en expansion) sur le libre accès. Pour une bonne introduction, voir John Willinsky, *The Access Principle: The Case for*

de continuer à publier des recherches de grande qualité sans ériger de barrières qui restreignent inutilement l'accès à la grande majorité des gens, exception faite des membres des institutions capables d'acheter les revues.

Je voudrais déboulonner un mythe répandu dont j'entends parler de temps à autre chez mes collègues : le libre accès ne consiste pas à assouplir les critères afin de permettre à n'importe quelle recherche d'être publiée comme si elle avait fait l'objet d'un processus d'évaluation par des pairs. Il s'agit plutôt de trouver de nouveaux modèles qui permettent de faciliter l'accès au savoir. J'estime que ce besoin s'alliait à mon désir, en tant qu'historien public, de trouver des façons de lier le passé et le public.

Mon but n'est pas de faire valoir une solution particulière aux problèmes soulevés par le mouvement du libre accès. Les solutions sont nombreuses. Elles vont de la création de revues en « libre accès » qui n'appartiendraient pas à des intérêts corporatifs, pour pouvoir fournir un accès illimité au public, à l'implantation de services d'archives pour la recherche qui seraient, encore une fois, largement accessibles. Tous les nouveaux modèles comportent des problèmes potentiels, mais ils offrent également la possibilité de nous faire progresser pour le mieux.

Je m'efforce donc de montrer comment les personnes de bonne volonté qui évoluent dans le milieu universitaire peuvent faire la différence avec un peu d'imagination et de motivation. Je m'appuie sur mon expérience à Concordia, qui tire son origine de l'idée du bibliothécaire de l'Université, Gerald Beasley, de profiter du fait que l'Université Concordia accueillait le Congrès des sciences humaines en 2010 pour démontrer l'intérêt de l'établissement pour le libre accès. J'étais le responsable universitaire pour le Congrès,

*Open Access to Research and Scholarship* (Cambridge : MIT Press, 2006). Le livre est disponible (ce qui est très à propos) à : [http://mitpress.mit.edu/sites/default/files/titles/content/9780262512664\\_Download\\_the\\_full\\_text.pdf](http://mitpress.mit.edu/sites/default/files/titles/content/9780262512664_Download_the_full_text.pdf)

et M. Beasley, moi-même et d'autres professeurs et administrateurs intéressés avons essayé de préparer un exemple concret de l'engagement de notre université envers le libre accès qui serait révélé lors du Congrès. Dans le cadre de cette démarche, nous voulions que le programme du Congrès soit lié à la question du libre accès.

Nous avons donc entrepris une campagne de deux ans qui a culminé avec le Congrès afin de convaincre le milieu universitaire que tous les professeurs devraient (nous n'avons pas voulu dire «doivent») publier leurs articles de recherche dans *Spectrum*, la base de données de l'Université, ou dans une revue à libre accès<sup>26</sup>. Je suis le premier à admettre que cette initiative n'était pas parfaite, mais elle a lancé une discussion dans toute l'Université sur la question du libre accès, qui portait principalement sur l'importance de faciliter l'accès au savoir, plutôt que sur les mécanismes de l'une ou l'autre des solutions. Au cours de ce processus, les conseils des départements et des facultés ont débattu du bien-fondé de la proposition, ce qui a permis de mieux faire connaître le principe du libre accès (et de corriger les fausses informations). En fin de compte, il n'y avait pratiquement plus d'opposition à la proposition au moment où elle a été votée par l'Assemblée universitaire, la veille du Congrès, ce qui a fait de Concordia la première université canadienne à assumer un tel mandat<sup>27</sup>.

Évidemment, la seule adoption d'une telle mesure (qui n'avait aucun pouvoir de coercition) n'a pas forcé les chercheurs récalcitrants à faciliter l'accès au savoir qu'ils produisent. Toutefois, elle a permis de changer la nature des discussions tenues au sein de l'Université, qui a tiré gloire des commentaires extrêmement positifs

26. On peut trouver *Spectrum* à : <http://spectrum.library.concordia.ca>

27. Pour un compte rendu du mandat, veuillez consulter Karen Herland, «Concordia opens access to its research output», disponible à : [http://cjournal.concordia.ca/archives/20100429/concordia\\_opens\\_access\\_to\\_its\\_research\\_output.php](http://cjournal.concordia.ca/archives/20100429/concordia_opens_access_to_its_research_output.php)

qu'elle a reçus à la suite de son initiative. L'Université a accepté son rôle de chef de file et s'est lancée, avec le soutien continu de son bibliothécaire, dans la réalisation d'autres projets. L'un d'eux a pour but de créer un fonds d'auteurs permettant aux professeurs de publier leurs recherches dans des revues à libre accès qui exigent une légère contribution afin de les aider à financer leurs opérations (elles sont gratuites). Il s'agit d'un bon investissement pour les bibliothèques universitaires, qui sont responsables de tels projets, car la croissance du nombre de revues à libre accès pourrait libérer les bibliothèques des frais imposés par les grands fournisseurs de revues. Ajoutons que l'Université Concordia n'est pas la seule à s'investir dans ce genre de projets. Ainsi, l'Université du Manitoba, qui a organisé cette conférence de la Fondation Trudeau, possède son propre fonds d'auteurs en libre accès.

Pourquoi vous ai-je raconté cette histoire? Le libre accès facilite la diffusion du savoir produit par les chercheurs au-delà du milieu universitaire, ce que vise aussi mon implication pour l'histoire publique. Dans les deux cas, la technologie numérique a joué un grand rôle. Mais par-dessus tout, prendre l'initiative de faciliter l'accès à ce que nous faisons n'exige aucun geste particulièrement héroïque. Dans ces deux contextes, je ne me perçois pas comme un chef de file, mais plutôt comme un bon soldat. Dans cette perspective, mon objectif pour ce soir était d'encourager ceux qui estiment qu'il est pertinent de poursuivre les efforts pour faciliter l'accès aux connaissances que nous produisons. J'ai eu la chance de travailler avec des gens dévoués à cette cause, tant en matière d'histoire publique que de libre accès. Ce dévouement démontre que les petites actions individuelles comptent et que nous pouvons tous faire une différence – à condition de croire qu'il vaut la peine de nous impliquer auprès de ceux qui financent nos projets.